

Congrès statutaire de la FGTB, HORVAL présente une motion sur le travail des enfants

Ces 2 & 3 juin, dans le cadre du Congrès statutaire de la FGTB Fédérale, la **FGTB-HORVAL** a déposé une motion d'actualité sur le travail des enfants.

La motivation

Etre syndicaliste, c'est porter en soi un rejet des injustices, c'est une lutte de tous les jours pour créer un monde, une société plus juste, une société qui respecte l'homme et qui bannit l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette lutte, ce combat politique au sens noble du terme, la FGTB, ses délégués la mènent au sein des entreprises, pour que les droits des travailleurs soient respectés, que leurs conditions de travail s'améliorent.

Alors, lorsque au sein de notre centrale certains ont appris que ce qui fait la réputation de notre pays à l'étranger, on parle ici du chocolat, que ce qui rend mondialement célèbre certaines sociétés existe «grâce» au travail des enfants, ils ont été révoltés et ils ont pris le problème à bras le corps.

Ils, principalement la région de Gand, se sont investis dans le dossier, ont mis en évidence certaines pratiques et ont convaincu l'exécutif de la centrale que ce combat là, **HORVAL** devrait le mener, non plus au départ d'une région, mais bien porté par toute la centrale.

Ce combat, nous avons décidé de le mener tous ensemble car c'est un dossier qui est exemplatif de ce qu'est le capitalisme. Un visage humain dans certains pays, des pratiques monstrueuses dans d'autres. Nous voyons dans nombre de nos secteurs la mise en concurrence qui est organisée par les entreprises entre les travailleurs de différents pays, la délocalisation d'activités vers les pays à bas salaire. La course aux bénéfices n'a pas de limite, la cupidité des actionnaires pousse sans cesse les entreprises à rationaliser, à restructurer pour leur assurer des dividendes les plus élevés possibles.

Le travail des enfants est un élément parmi d'autres, qui permet de limiter les coûts

Ce doit être la ligne rouge! Nous devons nous mobiliser pour que la place des enfants soit à l'école et pas dans les champs. L'éducation doit être pour eux aussi, un moyen d'émancipation social; mais ce débat met aussi en évidence la problématique du «juste prix» qui doit pouvoir être payé pour les produits et matières premières que nous achetons.

Sommes-nous prêts à le faire...

Il y a quelques années, la FGTB-Textile avait dénoncé l'utilisation d'enfants dans des ateliers de tapis, les conditions de travail, la durée du travail et les répercussions de cette exploitation sur la vie future

de ces enfants. Une mobilisation importante avait mis la problématique en évidence et avait permis un recul de ces pratiques.

Motion d'actualité sur le travail des enfants

2010, déjà 10 ans qu'est entrée en vigueur la convention n°182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.

L'agriculture est le secteur où l'on retrouve plus de 70% d'enfants au travail et selon l'OIT, plus de 132 millions de filles et de garçons, âgés de 5 à 14 ans, aident à la production de nourriture et de boissons que nous consommons ainsi que de fibres et autres produits agricoles que nous utilisons.

Non seulement ces enfants n'ont pas accès à l'éducation, mais en plus, ils mettent tous les jours leur vie en danger pour fournir à nos pays le luxe de l'abondance. Coups de machette, contact avec des pesticides, travail harassant,... sont leur quotidien.

En Afrique de l'Ouest et plus particulièrement dans le secteur du cacao, ce sont des dizaines de milliers d'enfants qui chaque jour accomplissent des tâches lourdes, difficiles et dangereuses. Même constat : ces enfants n'ont pas accès à l'éducation et en plus, souvent, ils ne sont pas payés pour le travail accompli. Cela porte un nom: c'est de l'esclavage!

Le congrès soutient l'initiative de sa Centrale, la FGTB HORVAL, de mettre en place dans les prochaines années un projet dans lequel une priorité serait de lutter contre les pires formes de travail des enfants dans le secteur du cacao.

Mais, au-delà du travail des enfants dans les plantations de cacao, c'est dans toutes les instances de notre organisation que nous devons mettre tout en œuvre pour éliminer des filières des entreprises (depuis la matière première jusqu'à la production) le travail des enfants.

Combien de matières premières produites en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine arrivent chez nous après avoir été traitées d'une manière ou d'une autre par des enfants et combien de produits finis ou semi-finis ne sont pas dans le même cas?

Nous souhaitons que le congrès s'engage à mettre la lutte contre le travail des enfants comme une priorité. Il faut que nos délégués d'entreprise soient vigilants afin que le produit de leur labeur soit durable et non attaché du travail de ces enfants.

Le congrès demande que priorité soit donnée au suivi des travaux de l'OIT sur le sujet afin de maintenir la pression sur les pays gros utilisateur de main d'œuvre infantile mais aussi sur nos entreprises et sur nos gouvernements afin que ceux-ci prennent leur responsa-

bilités et agissent dans toutes les instances concernées.

ET demain ...

La motion ne doit être que le départ d'actions de conscientisation qui seront menées dans la production de chocolat. Nos délégués, vous, serez mis à contribution pour que nos entreprises adoptent un label ETHIQUE qui garantira que les produits que nous produisons seront produits sans qu'à aucun moment dans le processus de production, de la culture dans les champs dans les pays lointains, jusqu'à la production des produits finis, des enfants n'aient été impliqués.

Sans doute, une conscientisation des consommateurs, donc de nous aussi, devra être entreprise pour que le choix des produits soit un choix CONSCIENT & RESPONSABLE.

HORVAL va initier un projet dans le cadre de nos actions de solidarité internationale qui mettra la dynamique du travail des enfants au premier plan et, avec des acteurs de terrain locaux, nous travaillerons pour donner à ces enfants un avenir autre que celui qu'ils connaissent aujourd'hui.

Tanguy CORNU
Secrétaire Fédéral

Le secteur des aides familiales en colère

Malgré leurs déclarations, les Gouvernements de la Région Wallonne et de la Communauté Française n'ont pas prévu un euro dans leurs budgets 2010 pour un nouvel accord non marchand! C'est sur cette constatation que les permanents de la FGTB (SETCa, CG, HORVAL) du Centre ont marqué le ton de la conférence de presse qui s'est tenue au sein de l'Auditorium de la FGTB, ce mardi 1^{er} juin en vue de rappeler que les travailleurs du secteur non marchand manifesteront à Bruxelles le 08 juin 2010.

Parmi les professionnels fortement impliqués dans la défense des valeurs de notre société, les aides familiales, axe essentiel du maintien à domicile de beaucoup de familles en difficultés, manifesteront leur mécontentement aux côtés des travailleurs des Milieux d'accueil de l'enfance, de l'Aide à la jeunesse, des Centres culturels, des Services de santé mentale, des Maisons d'accueil, des Centres de formation professionnelle, des Entreprises de Travail Adapté, des Maisons de Repos, des Hôpitaux,...

Les lignes de force des revendications, sont la valorisation des bas salaire (par l'intégration et la généralisation d'une allocation complémentaire similaire au dispositif de l'allocation de foyer/résidence appliqué dans les secteurs fédéraux de la santé), l'octroi d'une prime de fin d'année équivalente à un 13^e mois, la prolongation de l'évolution des échelles barémiques, le financement d'emplois supplémentaires en remplacement des absences de type maladie, missions syndicales, formations... afin d'alléger la charge de travail, l'octroi de jours de congés supplémentaires, etc.

HORVAL attire également l'attention du Gouvernement wallon sur la nécessité de financer correctement l'encadrement des travailleurs titrés services occupés au sein des services d'aides familiales afin de stopper toute concurrence déloyale entre les travailleurs. Les bénéficiaires doivent pouvoir faire appel au service qui leur est indispensable sans mettre en concurrence un service d'aide avec une société à finalité économique. Il y va de la pérennité du secteur.

Si le Gouvernement wallon n'entend pas nos revendications, d'autres actions auront lieu dans le secteur.

Michèle DURAY
Secrétaire Régionale Adjointe CCMBW

La FGTB réunit ses militants & rappelle ses priorités

En prolongement du Congrès statutaire de la FGTB fédérale qui a débuté le 2 juin, la FGTB a tenu à réunir ses militants pour donner un signal clair au futur gouvernement et rappeler les priorités de la FGTB.

Ce 4 juin, au Heysel, la FGTB a adressé un message politique clair aux partis politiques, à quelques jours des élections fédérales qui seront, n'en doutons pas, cruciales pour l'avenir de notre pays mais surtout pour l'avenir de notre modèle social.

La FGTB a rappelé l'importance de la sécurité sociale comme bouclier pour protéger les travailleurs dans les différentes situations à risques qu'ils peuvent rencontrer, maladie, chômage, prépension, pension, ... La crise provoquée par le **crash financier** dû à l'irresponsabilité des banques ne peut pas être payée par les travailleurs mais bien par ceux qui ont provoqué la déstabilisation financière de certains états.

Jamais, nous ne pourrions accepter qu'un deuxième plan global, que des mesures d'austérité frappent les travailleurs alors qu'aujourd'hui, les banques font à nouveau de monstrueux bénéfices.

Ce 4 juin, **la FGTB a décidé de mettre en évidence la lutte des travailleurs** d'Audi, d'Opel, de Cartomills, de Carrefour, d'AB INBEV. Partout, les travailleurs doivent se battre pour maintenir les emplois que les actionnaires veulent supprimer. Pourquoi? Pour que



quelques uns fassent plus de bénéfices, reçoivent plus de dividendes. Les grands patrons comme ceux d'AB INBEV reçoivent des millions en «intéressement» pour réaliser des plans de restructurations, de rationalisations, qui vont priver des centaines de travailleurs de leur emploi.

Ce 4 juin, la FGTB met en évidence la **FGTB-HORVAL** qui au travers de la lutte exemplaire des travailleurs d'AB INBEV, a réussi à faire plier le 1^{er} groupe brassicole mondial! **Les travailleurs d'INBEV ont dit NON** au plan de restructuration présenté par la direction du groupe. Ils ont dit NON, NON en Wallonie, NON en Flandre, NON à Bruxelles; les ouvriers ont dit NON, les employés ont dit NON. Une des leçons se trouve là, UNIS les travailleurs quelque soit leur statut, ouvriers

ou employés, unis quelques soient leur région face à un groupe aussi puissant que le groupe INBEV, les travailleurs ont réussi à faire retirer le plan de restructuration.

Serge DEMEUSE, le coordinateur national et International d'AB INBEV et Serge Croonenborghs, ont rappelé cette lutte, les différents épisodes marquants; il a mis en évidence le soutien de la population mais aussi le rôle important des médias vis-à-vis des travailleurs durant tout le conflit. Serge DEMEUSE a rappelé, si besoin en était, que la FGTB est un syndicat de combat et que sans lutte, il ne peut y avoir de victoire.

AB INBEV est une victoire! Dans ces temps difficiles, cela mérite d'être mis en évidence.